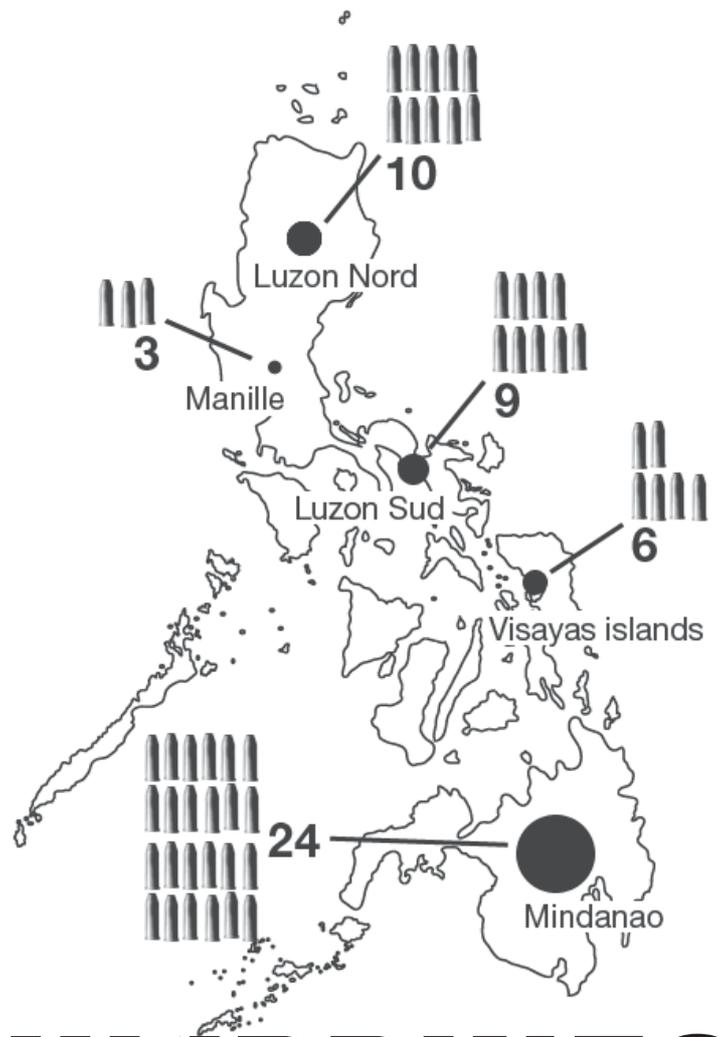




www.rsf.org



PHILIPPINES

METTRE FIN À L'IMPUNITÉ

« Justice pour Marlene Esperat
et les 51 autres journalistes
tués ou assassinés depuis 1986 »



Avril 2005

Enquête : Vincent Brossel et Jean-François Julliard

Reporters sans frontières

Secrétariat international

Bureau Asie

5, rue Geoffroy Marie

75009 Paris-France

Tél. (33) 1 44 83 84 70

Fax (33) 1 45 23 11 51

E-mail : asie@rsf.org / asia@rsf.org

Web : www.rsf.org



Il ne se passe pas un jour sans que la presse philippine rapporte un meurtre, une agression ou une menace touchant un journaliste. Cette presse, pourtant l'une des plus libres d'Asie, est en danger. Au moins 52 professionnels de l'information ont été tués pour leur travail depuis le retour de la démocratie, en 1986, dont six pour la seule année 2004. Et au cours des trois premiers mois de 2005, trois journalistes ont été assassinés, dont **Marlene Esperat**, connue pour ses enquêtes fracassantes sur des affaires de corruption.

Ces chiffres sont exceptionnellement élevés pour un Etat démocratique. Seuls des pays en guerre, comme l'Irak, l'ex-Yougoslavie ou l'Algérie, ont connu des bilans aussi lourds. Et le plus grave peut-être, est que la police et la justice ont été incapables d'arrêter et de faire condamner la grande majorité des meurtriers. Sans parler des commanditaires qui profitent jusqu'à aujourd'hui d'une complète impunité.

Cette situation dramatique n'a pas eu de conséquences majeures sur le ton des médias nationaux. Il n'en reste pas moins que dans certaines régions, il est devenu difficile de pratiquer un journalisme indépendant. Ces meurtres en série, en moyenne trois par an, n'ont jusqu'à récemment provoqué aucune réaction énergique des autorités. L'Etat philippin a laissé une cinquantaine de journalistes se faire tuer dans une indifférence scandaleuse. Aujourd'hui, la mobilisation nationale et internationale doit s'accroître pour briser le cercle vicieux de l'impunité.

Ces assassinats ciblés s'inscrivent dans une vague de violence plus large et générale contre les militants politiques et les défenseurs des droits de l'homme. Au moins 32 d'entre eux auraient été abattus depuis le 1er janvier 2005.

Dans plusieurs régions, les journalistes travaillent dans un environnement hostile, fait d'affrontements entre les forces de sécurité et des groupes armés ou terroristes, notamment le groupe Abou Sayyaf, lié à la nébuleuse Al-Qaida et actif dans le sud-ouest du pays (Basilan et les îles Sulu). Depuis plusieurs décennies, l'île de Mindano est également agitée par des combats entre l'armée et des mouvements

séparatistes, dont le Front moro islamique de libération (MILF). Dans le nord de l'île de Luzon ou sur certaines îles des Visayas, la Nouvelle armée du peuple (communiste) lutte aussi contre les forces de sécurité.

Sur le plan politique, la présidente Gloria Arroyo, arrivée au pouvoir après la destitution pour corruption, en 2001, de Joseph Estrada, a été réélue en mai 2004. Mais elle a dû affronter, en 2003, une mutinerie de militaires et, en 2004, une vague d'attentats sur l'île de Mindanao et dans la capitale.

Une mission d'enquête de Reporters sans frontières s'est rendue aux Philippines du 8 au 14 avril 2005 afin de rencontrer les familles des journalistes assassinés, les organisations de défense des droits de l'homme et les autorités. Les représentants se sont rendus à Manille, General Santos, Tacurong, Cagayan de Oro et dans la province de Laguna. La délégation a notamment été reçue par le ministre de la Justice et le directeur national de la police. Raul Gonzalez et Arturo Lomibao ont pris l'engagement auprès de Reporters sans frontières que le travail de la justice et de la police allait s'accroître dans les affaires de journalistes assassinés.

Reporters sans frontières souhaitait également clarifier les motifs de certains assassinats. Il est apparu que dans un nombre de cas non négligeable – 7 cas sur les 13 affaires enregistrées en 2004 par la Fédération internationale des journalistes – les raisons de la mort ne sont pas liées à leur activité professionnelle, mais parfois à des pratiques d'extorsion. L'organisation est convaincue qu'il est très important de différencier ces affaires au risque, sinon, de décrédibiliser notre combat pour la liberté de la presse. C'est pour cela que Reporters sans frontières a recensé « seulement » six cas de journalistes tués en 2004 et cinquante-deux depuis 1986.

Le dernier assassinat en date, celui de la journaliste Marlene Esperat, a créé un traumatisme dans la communauté journalistique, très féminisée. « S'ils sont capables d'abattre une jour-



Sur les lieux du crime

naliste d'investigation, alors même qu'elle était sous la protection de la police, nous toutes, femmes journalistes, sommes en danger. Qui peut nous protéger ? », explique Diosa Labiste d'Iloilo City qui a réalisé une étude sur les assassi-

nats de journalistes aux Philippines.

L'affaire Marlene Esperat constitue un véritable test pour la présidente Gloria Arroyo, la police et la justice. L'arrestation et la condamnation des meurtriers et des commanditaires pourraient laisser espérer la fin d'un terrible cycle de violences contre la presse. Mais l'Etat, trop longtemps indifférent, aura-t-il la volonté et la capacité d'aller jusqu'au bout de ce devoir de justice ?

Marlene Esperat : la mort annoncée de l'Erin Brockovich de la presse philippine



Le 24 mars 2005, à 19 heures 30, le tueur, le visage à demi caché par une casquette, est entré dans la salle manger où Marlene Esperat dînait avec ses deux fils, Kevin Jorge et James Derek, âgés de 13 et 10 ans. Il l'a salué, « Bonsoir, Madame »,

a sorti un revolver de sa veste, pointé le canon vers la tête de Marlene et l'a abattue d'une balle au-dessus de l'œil droit. La journaliste est morte sur le coup, sous le regard impuissant de ses deux fils et de sa fille Rhyne Arcones, âgée de 23 ans, également présente dans la maison. Le 9 avril, plus de deux mille personnes, dont ses parents octogénaires, ont accompagné la dépouille de la journaliste au cimetière de Tacurong (sud-ouest de l'île de Mindanao).

Bien qu'elle ait bénéficié depuis le début 2003 - date d'une attaque à la grenade contre son domicile, jamais élucidée - d'une protection policière permanente, la journaliste de Tacurong se savait menacée. Elle ne sortait plus sans un ou deux policiers armés avec elle. Mais, la veille de l'homicide, elle avait autorisé l'agent chargé de sa protection à rester chez lui pour célébrer Pâques en famille. Il lui avait alors demandé de ne pas quitter son domicile.

Marlene Esperat savait qu'elle allait mourir. Le 14 février 2005, elle avait adressé une lettre à la présidente Gloria Arroyo dans laquelle elle réitérait son combat contre la corruption. « Je suis prête à mourir pour cette cause, mais vous ne pourrez jamais arrêter la volonté de Dieu », écrivait-elle à la fin de cette missive. La journaliste avait également transféré, deux mois avant d'être abattue, tous ses dossiers au bureau de son avocate, et elle comptait déposer des demandes de visa pour la Suisse et le Canada.



Le directeur du Midland Review

Marlene Esperat était venue au journalisme pour rendre public son travail de dénonciation de la corruption, notamment au sein du département de l'Agriculture à Mindanao. Elle expliquait également avoir compris l'importance des médias auprès de son premier mari, **Severino Arcones**, responsable de la station *Radio Bombo-DYFM* à Iloilo City (centre du pays), et lui-même assassiné en 1989 pour ses critiques de certains politiciens locaux. Présentatrice d'une émission sur la radio FM locale *DXKR* depuis 2001, Marlene Esperat avait commencé à publier, fin 2002, sa rubrique « Madam Witness » dans l'hebdomadaire local *Midland Review*. Selon son avocate, Marlene Esperat, chimiste de formation, accordait beaucoup d'importance à son travail de journaliste. « Cela lui permettait d'obtenir plus d'informations, de défendre les petits agriculteurs victimes de la corruption et de faire entendre une voix citoyenne et courageuse », a précisé Nena Santos à Reporters sans frontières.

« Elle n'arrêtait jamais de chercher de nouvelles affaires de malversations. Les preuves en main, elle déposait le dossier devant l'Ombudsman en charge de la corruption. Comme cela ne suffisait pas, elle publiait ses informations dans sa rubrique hebdomadaire, elle en parlait à la radio ou bien elle partageait les informations dont elle disposait avec des journalistes de Manille. Elle ne connaissait aucune limite dans son combat contre la corruption », a ajouté Nena Santos.

En tenant compte des affaires les plus récentes sur lesquelles Marlene Esperat travaillait, Reporters sans frontières a établi une liste de vingt-cinq noms de personnalités directement mises en cause par la journaliste : trois fonctionnaires du département de l'Agriculture de Cotabato City, quatorze responsables nationaux du département de l'Agriculture, un ministre en poste, un officier de l'armée, un élu au Congrès, deux hommes d'affaires de Manille, deux politiciens de Tacurong, notamment Angelo Montilla, et un officier de police. « Qui avait le plus de raisons de la tuer ? », s'interro-

ge un ami journaliste de Manille. « J'ai peur que la police ne s'oriente vers une piste locale alors que Marlene a mis en cause des personnalités nationales. Les scandales sur les fertilisants ou le trafic de poulets qui ont fait la une des journaux, ont dû gêner plus d'un politicien national. Mais de là à la tuer ? », précise cette même source qui souhaite rester anonyme.

« Maintenant qu'elle est morte, que va-t-il se passer avec la dizaine de cas déposés au bureau de l'Ombudsman ? Si son mari ou ses enfants ne les reprennent pas, les personnes mises en cause seront bien soulagées », tient à préciser une proche de Marlene Esperat. « Sa mort ne doit pas rester vaine. C'est un test pour le gouvernement de Gloria Arroyo dans son combat contre la corruption. Marlene Esperat était un modèle. Elle ne s'est jamais laissée acheter alors qu'on lui proposait des centaines de milliers de pesos pour retirer ses plaintes », raconte Nena Santos, son avocate.

Sous la pression du général Arturo Lomibao, directeur national de la police, qui s'est rendu à Tacurong trois jours seulement après l'homicide, les enquêteurs du Criminal Investigation and Detection Group (CIDG, police criminelle) se sont immédiatement lancés à la poursuite des assassins. Le 8 avril, l'un des suspects, Randi Grecia, s'est rendu aux forces de l'ordre. Dans la semaine qui a suivi, les policiers ont arrêté trois autres suspects, dont le meurtrier présumé, Jerry Cabayag. « Nous sommes optimistes dans l'issue de cette enquête, malgré nos moyens limités. Nous avons les meurtriers, l'arme et le véhicule du crime, et des témoins visuels. Il nous manque le ou les commanditaires », a expliqué le colonel Danilo Galapon rencontré à Koronadal, près de Tacurong. Ce dernier a également exclu toute possibilité de chantage la part de Marlene Esperat : « Elle vivait humblement et sa maison était hypothéquée. » Selon ce même enquêteur, les quatre suspects ont avoué avoir reçu 120 000 pesos (près de 2 500 euros) pour exécuter la journa-



Angelo Reyes présente les suspects

liste.

Le 12 avril, le ministre de l'Intérieur, Angelo Reyes, accompagné du directeur de la police, a présenté lors d'une conférence de presse à Manille les quatre suspects. « Je suis heureux de l'arrestation de ces exécutants dans l'affaire Esperat. Nous y avons porté une attention particulière car il s'agit d'une affaire de liberté de la presse, a déclaré le ministre devant la presse. Ils ont reconnu leur crime. Nous continuons à chercher les commanditaires. »

Par presse interposée, le ministère de la Justice a demandé à la police de ne pas limiter son enquête aux tueurs, mais de poursuivre jusqu'à l'identification des intermédiaires et des commanditaires. De son côté, la police a mis en cause le National Bureau of Investigation (NBI), dépendant du ministère de la Justice, qu'elle accuse d'avoir révélé prématurément à la presse l'identité du supposé commanditaire, le fonctionnaire du département de l'Agriculture, Sumail Sekak. « Le NBI a seulement participé à l'autopsie et non pas à l'enquête. Comment peuvent-ils connaître l'identité du commanditaire ? », s'interrogeait un chef de la police.

« J'ai peur que l'enquête ne s'arrête si la police s'aperçoit que le commanditaire est trop haut placé », a confié l'une des sœurs de Marlene Esperat à Reporters sans frontières.



La famille de Marlene Esperat

Totale impunité pour les commanditaires

L'écrasante majorité des 52 journalistes tués ou assassinés l'ont été par des tueurs à gages, mais aucun commanditaire n'a jamais été condamné. Cette impunité totale est la raison principale de ce cycle d'homicides à l'encontre de la presse. La culture de la violence souvent évoquée comme justification à ces assassinats devrait disparaître si l'impunité cesse.

Affaires Edgar Damalerio et Edgar Amoro : des commanditaires intouchables

Le journaliste **Edgar Damalerio** ne connaissait pas le policier Guillermo Wapile qui l'a tué à bout portant le 13 mai 2002 dans une rue de Pagadian (ouest de Mindanao). Aujourd'hui incarcéré, le suspect, qui aurait touché 100 000 pesos (près de 2 000 euros), refuse toujours de donner le nom du ou des





www.rsf.org

PHILIPPINES

Mettre fin à l'impunité « justice pour Marlene Esperat et les 51 autres journalistes tués ou assassinés depuis 1986 »

commanditaires de l'assassinat de ce reporter connu pour ses dénonciations de la corruption. En revanche, deux témoins, le journaliste Edgar Amoro et le milicien Jury Ladica Lobitaña ont été éliminés physiquement, respectivement en 2005 et 2002. Ils avaient accepté de témoigner devant la justice contre Guillermo Wapile. Edgar Ongue, ami d'Edgar Amoro, est le dernier témoin vivant.

«A Pagadian, tout le monde a une idée sur l'identité des commanditaires des meurtres d'Edgar Amoro et d'Edgar Damalerio, sauf la police locale qui n'a jamais cherché plus loin que le suspect identifié par les témoins du crime», affirme un proche du dossier. Seuls certains journalistes de Manille osent donner des pistes sur les possibles commanditaires. « Bien entendu, la police devrait enquêter sur les activités du couple Cerilles qui domine la vie politique locale. L'ancien maire devrait également être entendu. Guillermo Wapile était son garde du corps », affirme Sheila Coronel du Philippine Center for Investigative Journalism (PCIJ) qui a mené enquête à Pagadian après l'assassinat d'Edgar Damalerio.

Dans cette affaire, les autorités ont négligé le rôle du supérieur hiérarchique du suspect, l'ancien chef de la police locale, Asuri Hawani. « Depuis le début, il a aidé Guillermo Wapile à échapper à la justice. La police ou le NBI auraient dû l'arrêter pour complicité ou pour avoir fait obstruction à la justice. Rien de tout cela. Il a été démis de ses fonctions au sein de la police. Mais il est devenu conseiller spécial du maire de Pagadian. Et nous sommes nombreux à penser qu'il est également impliqué dans le meurtre d'Edgar Amoro. Mais la police ne fait rien », indique un proche de la famille Damalerio qui souhaite garder l'anonymat.

Le procès de Guillermo Wapile a commencé le 26 avril dernier, par un premier rendez-vous devant le juge Ramon

Codilla, à Cebu, ville plus sûre pour les témoins que Pagadian. Les trois avocats du suspect avaient réussi à faire reporter deux fois le début des audiences, en invoquant des points de



Gemma Damalerio

procédure. Les deux parties ont apporté la liste des témoins qui ne pourra plus être modifiée. Les audiences devraient ensuite s'enchaîner pour durer au plus quelques semaines. « La pression des médias a permis le transfert du dossier de Pagadian à Cebu, la protection des témoins et la préparation du procès dans de bonnes conditions. Et surtout, il ne traînera pas en longueur », affirme Gemma Damalerio, veuve du journaliste et mère d'une petite fille de trois ans.

Mais il aura fallu attendre plus de trois ans pour que soit enfin jugé ce policier de Pagadian, identifié dès le départ par les deux témoins, Edgar Amoro et Edgar Ongue. Il ne fait aucun doute que Guillermo Wapile a profité de nombreuses complicités à Pagadian. Ainsi, il a pu s'échapper d'un camp de police en février 2003. Après une campagne de presse nationale et internationale,

Guillermo Wapile s'est rendu aux autorités. Mais il continue à plaider non coupable, refuse de donner les noms de ses complices et des commanditaires, et surtout a réussi à faire éliminer deux témoins, notamment le journaliste Edgar Amoro.

Le dernier témoin, Edgar Ongue, qui bénéficie du Programme de protection des témoins du département de la Justice, est catégorique : « Ils ont lancé deux groupes de tueurs contre moi. Je vis dans la peur. Mais je vais témoigner pour Edgar Damalerio. Je suis patient et je crois encore en la justice. » L'un des responsables du programme de protection confirme : « Si le dernier témoin visuel est tué, l'affaire sera classée. »

Menaces de mort par SMS

« Si tu ne meurs pas en dehors, tu mourras à l'intérieur du tribunal ! » Ce SMS a été reçu, en décembre 2004, par Edgar Ongue, dernier témoin oculaire du meurtre du journaliste Edgar Damalerio. Dans un pays où plus de dix millions de SMS sont envoyés chaque jour, les tueurs utilisent les téléphones portables pour menacer leurs victimes. Edgar Ongue, aujourd'hui protégé par le département de la Justice, a reçu des menaces encore plus précises sur son téléphone portable : « Duha ka grupo ang maghanting nimu karm pads, basta ayaw jud kumpyansa laag pagadian, kablonka sa isa ka grupo, balhen ug puyo kay naheblo cla naa ka tangub » (« Il y a deux groupes qui te cherchent. Tu n'es pas en sécurité à Pagadian. Tu connais le premier groupe, mais les autres savent que tu as changé de domicile et que tu es à Tangub. ») Agriculteur et père de trois enfants, Edgar Ongue s'est vu proposer dix mille dollars par l'un des oncles du suspect Guillermo Wapile pour refuser de témoigner au procès. Il a décliné l'offre. Après avoir échappé à une troisième tentative d'assassinat le 9 février, Edgar Ongue garde précieusement ses messages sur son téléphone portable. Une preuve, que même après l'arrestation d'un suspect, sa vie ne tient qu'à un fil.



www.rsf.org

PHILIPPINES

Mettre fin à l'impunité

« justice pour Marlene Esperat et les 51 autres journalistes tués ou assassinés depuis 1986 »

Depuis mai 2002, l'absence de volonté locale et nationale de poursuivre l'enquête au-delà du suspect a eu pour conséquence tragique l'élimination physique de deux témoins. Tout d'abord, Jury Ladica Lobitaña, assassiné en août 2002, après avoir affirmé au NBI qu'un responsable local de la police lui avait proposé l'équivalent de 1 000 euros pour exécuter Edgar Damalerio. Ensuite, Edgar Amoro a été abattu devant un collègue de Pagadian. « En tuant mon mari, ils ont éliminé un témoin clef dans l'affaire Damalerio et un homme courageux qui continuait à dénoncer la corruption et les injustices sociales à Pagadian. Cinq jours avant sa mort, il avait lu lors de son émission sur la radio *DXKP* une lettre ouverte dénonçant l'absence d'Etat de droit à Pagadian », a expliqué Elvira Amoro à Reporters sans frontières. Prise en charge par le programme de protection des témoins, elle a fui Pagadian avec ses six enfants.

La veuve d'Edgar Amoro a également révélé que son mari avait reçu en 2002, quelques jours seulement après la révocation d'Asuri Hawani



Edgar Amoro

de son poste de chef de la police de Pagadian, une menace de mort par SMS : « Tu as ruiné nos vies. Ta famille et toi allez devoir le payer avec vos précieuses vies. »

Reporters sans frontières est en mesure d'affirmer que des supérieurs hiérarchiques et des proches de Guillermo Wapile ont réussi, grâce à la complicité de la police, à éliminer Edgar Amoro. Ainsi, les deux assassins étaient postés à l'intérieur du collège où Edgar Amoro, âgé de 46 ans, enseignait l'anglais. Ils n'ont pu y entrer qu'avec la complicité des deux gardiens postés à l'entrée de l'établissement. Ces derniers sont des salariés de l'agence privée de surveillance Sikatuna, dirigée par un proche d'Asuri Hawani.

Les tueurs l'ont abattu devant plusieurs dizaines de témoins, notamment Samuel Porsuelo, agent de la municipalité en charge de la circulation devant le collège. Après le crime, ce témoin a signé une première déclaration à la police, puis a fui la ville. Il serait mis sous pression par Asuri Hawani, désormais responsable de la sécurité à la municipalité, afin de ne pas témoigner.

Plus grave, l'un des deux assassins présumés d'Edgar Amoro, le tueur à gages Madix Maulana, avait été arrêté par un officier de police de Pagadian dans le cadre d'un autre homicide. Le journaliste s'était félicité, sur les ondes, de

cette interpellation. Mais ce suspect, protégé par des personnalités locales, avait été libéré quelques semaines avant l'assassinat d'Edgar Amoro. L'un des procureurs de Pagadian avait volontairement minimisé les accusations pour permettre une libération sous caution. Aujourd'hui, Madix Maulana serait « surveillé » par l'un de ses proches. De même, Norhan Ambol, autre suspect dans l'assassinat d'Edgar Amoro, n'aurait pas été inquiété par la police.

L'affirmation d'une volonté politique

A la veille de l'arrivée de la mission de Reporters sans frontières aux Philippines, la présidente Gloria Arroyo a déclaré devant l'Union inter-parlementaires (IPU) réunie dans le pays que le « temps des assassins de journalistes est compté ». Après deux décennies d'inaction, les autorités de Manille semblent enfin prendre la mesure de la situation et prêtes à endiguer cette vague de violence à l'encontre des professionnels de l'information.

Le gouvernement avait tout d'abord proposé des solutions rapidement rejetées par la profession. Le chef de la police avait ainsi envisagé, début 2004, d'assouplir la loi sur le port d'armes pour permettre aux journalistes de se défendre eux-mêmes. Un porte-parole de la présidence avait également demandé, en mai 2004, aux journalistes de radio de mieux vérifier leurs informations pour éviter d'inciter à la violence. Et le gouvernement avait promis de fortes sommes d'argent pour toute capture d'un suspect.

Puis, la police a créé, en janvier 2004, une « Newsmen Task Force » chargée de coordonner depuis Manille les enquêtes sur les meurtres de journalistes, et relayée, au niveau local, par des « Task Force » spécifiques à chaque affaire. Lors d'une rencontre avec les représentants de Reporters sans frontières, le responsable national de ce dispositif a affirmé avoir obtenu un taux de résolution des crimes de journalistes de 90 % depuis sa création. Sur les 58 cas retenus depuis 1986, la police affirme en avoir résolu trente. Les 28 autres seraient en cours d'investigation ou liés aux affrontements armés. La Philippine National Police (PNP) affirme que deux journalistes sont morts pendant les tentatives de coups d'Etat de 1986 et 1989, tandis que cinq autres ont été tués par la guérilla communiste ou lors de combats. Apolinario Pobeda est notamment inclus dans ce groupe, alors que la piste la plus sérieuse est liée aux dénonciations de certaines autorités locales par le journaliste. La police doit éclaircir



ce point.

La «Newsmen Task Force» affirme que 37 suspects ont été arrêtés depuis 1986, mais il est précisé que seulement cinq affaires ont débouché sur des condamnations. Selon la police, l'impunité serait le résultat d'une justice inefficace.

La PNP a également établi des mécanismes pour mieux protéger les journalistes et dynamiser les enquêtes. « Nous souhaitons notamment renforcer le système des récompenses financières et mieux identifier, pour les protéger, les journalistes les plus exposés », a expliqué le général Arturo Lomibao à Reporters sans frontières.

Reporters sans frontières a pris acte des initiatives des autorités de Manille pour lutter plus efficacement contre la violence à l'égard des journalistes. L'organisation salue également l'engagement personnel du directeur de la PNP, Arturo Lomibao, qui s'est rendu à Tacurong trois jours après le meurtre de la journaliste Marlene Esperat. Le 14 avril, il s'est également déplacé à Legaspi (province d'Albay) pour relancer l'enquête dans l'affaire **Rowell Endrinal**, présentateur de la radio locale *DZRC* assassiné de plusieurs balles, notamment cinq dans la bouche, le 11 février 2004. Le journaliste était connu pour ses critiques virulentes, et souvent commandées par l'opposition, de certains politiciens locaux, notamment le gouverneur Francis Bichara et le maire de Legaspi, Noel Rosal.

Dans cette affaire, la police a rapidement identifié le tueur à gages. Mais, plus de deux ans après les faits, Clarito Arizobal, également connu sous le nom de Boy Zapanta, n'a toujours pas été appréhendé et l'enquête n'a pas permis de connaître les commanditaires. « Rowell Endrinal n'était pas un modèle de journaliste puisqu'il se vendait aux politiciens de l'opposition, mais il a bel et bien été tué pour ses commentaires acerbes sur la vie politique locale », explique Dean Bernardo, un journaliste de Manille qui a enquêté sur le cas.

Les efforts de la police ont également permis d'arrêter les trois meurtriers présumés d'**Apolinario «Polly» Pobeda**, commentateur radio abattu de sept balles dans le corps le 17 mai 2003, près de Lucena (sud-est de Manille). Ils sont tous liés à la famille Talaga dont l'un des membres est le maire de Lucena. Les suspects sont incarcérés, mais le procès n'a toujours pas commencé et la police n'a pas identifié les commanditaires.

Agé de 35 ans, Apolinario Pobeda pratiquait sur la radio locale *DWTI* un journalisme virulent où il s'en prenait régulièrement aux fonctionnaires de la ville accusés de malversations et d'incompétence. Depuis août 2002, le présentateur incitait ses auditeurs à lui envoyer des SMS pour dénoncer les trafiquants de drogue de la région. « Comme journaliste, il défendait les intérêts de la famille de l'opposant Ojeda contre la puissante famille Talaga », a expliqué un journaliste de Lucena à Reporters sans frontières.

En août 2004, la police a interpellé Michael Garcia, un tueur à gages soupçonné d'avoir assassiné le journaliste **Arnel Manalo**, correspondant de la radio *DZRH* et du tabloïd *Bulgar* dans la province de Batangas (sud de Manille). Le frère du journaliste, témoin du crime, a identifié le suspect. Le 2 septembre, le commanditaire présumé du meurtre, Edilberto Mendoza, s'est rendu aux autorités. Ils n'ont pas encore été jugés.

A la même période, deux suspects dans l'assassinat d'**Ely Binoya** se sont livrés à la justice. Ephraim Englis, alias «Toto», et Alfonso Toquero ont toutefois nié leur implication dans cette affaire. La police soupçonne Ephraim Englis, un ancien policier et chef de village, d'être le «cerveau» de l'opération. Celui-ci, ainsi que d'autres notables locaux, avaient été accusés de corruption par Ely Binoya. La police a transmis les résultats de l'enquête, mais les suspects n'ont pas été jugés.

Le discours volontariste des autorités policières et judiciaires est parfois contredit par les actions et les prises de position des alliés ou des conseillers de la présidente Gloria Arroyo. Ainsi, le maire de Davao (sud), Rodrigo Duterte, également conseiller de la présidente pour les questions de sécurité, s'en prend régulièrement aux journalistes qui critiquent sa gestion de la principale ville de Mindanao. Tous les regards se sont portés sur lui quand le présentateur de radio, **Juan Pala**, l'un de ses adversaires politiques, a été assassiné en septembre 2003. Plus récemment, le maire a qualifié d'idiots la Fédération internationale des journalistes et l'Union nationale des journalistes philippins qui venaient de dénoncer l'existence d'escadrons de la mort dans la région de Davao.

Au moins 42 affaires n'ont pas abouti

Même si la PNP revendique 90 % de succès depuis la création de la « Newsmen Task Force », Reporters sans frontières a pu confirmer qu'au moins 42 des 52 affaires de journalistes tués n'ont pas abouti, en raison notamment du manque d'efficacité ou de volonté de la police nationale. La responsabilité en incombe aux responsables antérieurs puisque la majorité des cas « non résolus » ou « mal résolus » concernent la période 1986 – 2002.

Un autre présentateur de radio de la province d'Albay, **John Belen Villanueva**, était assassiné par balles, le 28 avril 2003. Selon Henry Maceda, directeur de la station *DZBB*, son ancien collègue n'était pas menacé et était apprécié pour ses dialogues avec les auditeurs et ses programmes culturels. Un an après les faits, la police n'a pas réussi à déterminer les motifs et les auteurs du crime. Selon des journalistes de Legaspi, John Belen Villanueva aurait pu être tué pour ses liens supposés avec la guérilla communiste ou pour ses prétentions électorales dans la région.

A Mindanao cette fois, la police n'a connu aucune avancée dans l'enquête sur le meurtre de **Rico Ramirez**, un jeune caméraman et reporter de la radiotélévision locale *DXSF TV*, abattu le 20 août 2003 de cinq balles à San Francisco (province d'Agusan del Sur). Max Tutor, directeur de *DXSF*, a toujours soutenu que Rico Ramirez, âgé de 25 ans et père d'un enfant de deux ans, avait été abattu pour ses enquêtes sur le trafic de drogue dans la région. La police locale n'a jamais identifié les meurtriers ni établi les motifs de l'homicide.

Le cas de **Nelson Nadura**, abattu de cinq balles le 2 décembre 2003 sur l'île de Masbate (sud-est de Manille), n'a jamais retenu l'attention de la police au-delà de l'émotion des premiers jours. Le présentateur d'une émission d'information sur la radio locale *DYME* a, selon la police locale, été abattu par ses anciens compagnons de la Nouvelle armée populaire (guérilla communiste). Selon des collègues de Nelson Nadura interrogés par Reporters sans frontières, la police, qui avait pourtant créé une « Task Force Nadura », n'a jamais enquêté sur une autre piste. La directrice de la radio *DYME*, Chang Enciso, a confirmé que la guérilla communiste avait nié toute implication dans l'homicide. La veuve et les quatre enfants du journaliste ont également rappelé que Nelson Nadura n'hésitait pas à critiquer certains politiciens locaux.

Reporters sans frontières estime que dans les affaires suivantes, la police n'a pas effectué un travail suffisant ou satisfaisant (pas d'arrestations de suspects, enquêtes bâclées, pas d'identification des commanditaires) : Pete Mabazza, Wilfredo Vicoy (1986), Dioniso Joaquin, Leo Palo, Narciso Balani, Rogie Zagado (1987), Noel Miranda, Ruben Manrique, Severino Arcones, Josef Aldeguer Nava (1988), Eddie Telan (1989), Reynaldo Catinding, Jean Ladrangan (1990), Nesimo Paulin Toling (1991), Greg Hapalla, Gloria Martin, Danilo Vergara (1992), Romeo Legaspi (1993), Ferdinand Reyes (1996), Regalado Mabazza (1997), Rey Bancarin, Dominador Bentulan (1998), William Yap Yu, Olimpico Jalapit (2000), Muhammad Yusop, Rolando Ureta, Candelario Cayona, Dennis Ramos (2001), Benjaline Hernandez, Edgar Damalerio, Sonny Alcantara (2002), John Belen Villanueva, Apolinario Pobeda, Bonifacio Gregorio, Noel Villarante, Rico Ramirez, Juan Pala, Nelson Nadura (2003), Rowell Endrinal, Roger Mariano, Gene Boyd Lumawag (2004), Edgar Amoro (2005).



La violence en continu

Alors que les représentants de Reporters sans frontières se trouvaient à Tacurong (Mindanao), le 10 avril, un présentateur de l'antenne locale de *Radio Natin*, **Alberto Martinez**, était grièvement blessé par balles, à quelques kilomètres de là. Egalement pasteur d'une Eglise protestante, il dénonçait avec virulence le trafic de drogue et l'influence des mouvements armés communistes et islamistes dans la région. Alberto Martinez a survécu, mais il a été touché à la colonne vertébrale et risque d'être paralysé à vie. Depuis son lit d'hôpital, il a accusé un soldat et un voisin d'être ses agresseurs. Ceux-ci ont aussitôt démenti. Des journalistes locaux interrogés par Reporters sans frontières se sont déclarés sceptiques sur les accusations d'Alberto Martinez.



www.rsf.org

PHILIPPINES

Mettre fin à l'impunité « justice pour Marlene Esperat et les 51 autres journalistes tués ou assassinés depuis 1986 »

Quelques semaines auparavant, le 28 janvier, **Maximo Quindao** avait échappé à une tentative d'assassinat dans la province de Davao Norte (Mindanao). Aujourd'hui réfugié à Manille, le directeur de l'hebdomadaire régional *Mindanao Truck News* a raconté à Reporters sans frontières les circonstances de l'homicide : « Alors que je me rendais au domicile d'un politicien local, un homme portant un casque et des lunettes de soleil s'est approché de moi et a tiré avec un revolver 45. Il m'a blessé à l'épaule gauche et a essayé de m'atteindre de nouveau, mais son arme s'est enrayée. J'étais encore debout et je me suis enfui. L'assassin m'a poursuivi et m'a touché de nouveau à trois reprises. J'ai pu me réfugier dans un bâtiment fermé et il s'est enfui. » La police locale et le NBI n'ont pour l'instant procédé à aucune arrestation. « Je n'avais jamais reçu de menaces directes. Est-ce que mes articles sur le trafic de bois dans la province y sont pour quelque chose ? Je n'en sais rien. En tout cas, je ne peux plus vivre à Mindanao tant que cet assassin ne sera pas identifié. J'ai fui ma ville, mais au moins j'ai la vie sauve. »

En 2004, Reporters sans frontières a recensé un nombre record de tentatives d'assassinats ou d'agressions : une vingtaine. Par exemple, en septembre, **Gary Fuertas**, correspondant de la station *Bombo Radyo*, a été tabassé à Midsayap (île de Mindanao, Sud), pour ses reportages sur le trafic de drogue. En novembre, c'est **Eric Tenerife**, présentateur de la chaîne câblée *Progressive Channel* à Bacolod City, sur l'île de Negros (Centre), qui a échappé à une tentative d'assassinat. Trois coups de feu ont été tirés contre sa voiture.

Dans les régions les plus agitées de l'île de Mindanao, où l'on relève le plus grand nombre d'attaques contre la presse, la violence fait partie du paysage médiatique. L'épouse du réalisateur de documentaires et militant des droits de l'homme **Joey Lozano** témoigne de ce risque permanent : « Il a échappé à trois tentatives d'assassinat sur l'île de Mindanao. Vous savez, être mariée à un journaliste, c'est dur mais jamais ennuyeux. »

L'île de Mindanao regroupe exactement la moitié des 52 cas de journalistes tués depuis 1986. Alors que seulement trois professionnels de l'information ont été tués à Manille et sa région au cours des dix-huit dernières années, dix journalistes sont morts dans le nord de l'île de Luzon. En tout, ce ne sont pas moins de 22 reporters qui ont été tués sur l'ensemble de l'île de Luzon depuis le retour de la démocratie. Dans la région centrale des îles Visayas,

au moins six reporters ont été tués ou assassinés.

Si Mindanao reste la région la plus dangereuse, la situation n'est pas homogène dans toute l'île. « Ici, à Cagayan de Oro, nos politiciens sont plus civilisés. Ils portent plainte ou font pression pour écarter les journalistes gênants. Au moins, ils n'engagent pas des tueurs », témoigne un correspondant d'un quotidien national dans cette ville du nord de l'île.

Reporters sans frontières a également pu constater une forte augmentation des violences en période électorale. En 2004, l'année la plus meurtrière pour la presse, les Philippines ont voté pour leur président et leurs députés. « Avant et pendant les élections, les chroniqueurs radio se déchaînent contre les candidats. Après les élections, les perdants et les gagnants se vengent de ceux qui les ont combattus par la voix des ondes », explique Diosa Labiste, journaliste à Iloilo City (sud de l'île de Panay).

Des journalistes aux multiples casquettes

« Les journalistes en province ont trois choix : être pauvre, se faire corrompre ou être tué », affirme Froilan Gallardo, photoreporter couvrant depuis plus de vingt ans l'actualité sur l'île de Mindanao.

Il est impossible pour un journaliste en province de vivre dignement avec son seul salaire. Les correspondants de la presse nationale sont mal payés, gagnant rarement plus de 5 000 pesos (100 dollars), et la presse locale nourrit difficilement son homme. « J'ai un élevage de poulets et d'autres de mes collègues travaillent dans une ONG, pour des médias internationaux ou sont propriétaires de restaurants », explique Hernan de la Cruz, directeur du journal régional *Zamboanga Scribe* publié à Pagadian. « C'est notre faiblesse. Nous sommes à la merci de tous ceux qui ont de l'argent et du pouvoir », affirme un correspondant d'un quotidien national à Cagayan de Oro (Mindanao).

La majorité des journalistes tués au cours des vingt dernières années avaient une deuxième, voire une troisième occupation professionnelle. Ainsi **Noel Villarante**, assassiné d'une balle dans la nuque le 19 août 2003 à Santa Cruz (province de Laguna, au sud de Manille), était également informateur de la police. Ses collègues et sa famille restent convaincus qu'il a été tué pour ses articles sur un trafic de drogue, le jeu clandestin ou les malversations du gou-

verneur local. Mais on ne peut exclure un lien avec ses activités répétées d'informateur, notamment dans la lutte anti-drogue.

Quelques jours après le crime, Senando Palumbarit, un suspect - formellement identifié par la compagne du journaliste - a été arrêté et présenté à la justice par la police de Santa Cruz. Mais l'enquête, bâclée selon plusieurs personnes proches du dossier, n'a pas avancé et Senando Palumbarit a été libéré sous caution en décembre 2004. Il serait actuellement en fuite. Depuis, l'enquête a été suspendue faute de preuves. Malgré cet échec, quatre officiers de police, dont l'ancien chef de la police de Santa Cruz, se sont partagés 200 000 pesos (près de 4 000 euros) de récompense pour l'arrestation du meurtrier présumé du journaliste...

Reporters sans frontières a pu constater que Noel Villarante ne pouvait pas subvenir à ses besoins et ceux de sa famille grâce à ses seules activités de journaliste. En effet, il était un «block timer», c'est-à-dire qu'il louait des heures d'antenne sur une radio FM locale. Pour se rembourser et se rémunérer, il se faisait payer par les personnalités qu'il interviewait ou dont il parlait favorablement pendant ses « heures d'antenne ». «Il enquêtait rarement, mais diffusait régulièrement dans son programme des informations, peut-être contre rémunération, qu'il recevait de l'avocat de l'adversaire politique du gouverneur de la province», affirme une proche du journaliste.

Des armes pour lutter contre la peur

De nombreux journalistes philippins affirment que certains de leurs confrères portent des armes en permanence pour se défendre contre d'éventuels agresseurs. Toutes les organisations locales de défense de la liberté de la presse, à l'instar de leurs homologues internationales, condamnent cette attitude.

Cet argument est rapidement balayé par les responsables du Club de la presse de Cagayan de Oro (nord de Mindanao) qui encouragent officiellement le port d'armes à feu par leurs membres. Richard Vallas, le président du club et ancien manager de la radio *DXPR* à Pagadian, aide même les journalistes de la région à obtenir une licence et un port d'armes. «Déjà, quand je dirigeais ma radio, j'annonçais à l'antenne que nos journalistes étaient armés et que nous organisions des séances d'entraînement au tir. Les gens savaient donc que nous étions armés et que nous savions tirer. C'est une protection», a-t-il expliqué à Reporters sans fron-

tières. Il a également raconté qu'un journaliste connu de Mindanao rechargeait régulièrement son arme lorsqu'il était à l'antenne, en faisant clairement entendre le bruit du chargeur de son pistolet pour faire savoir qu'il était prêt à se défendre.

Un ancien président du club de la presse, Jerry Orcullo, est également un ardent défenseur du port d'armes par les journalistes : «La position des organisations internationales sur cette question est belle et légitime, mais elle n'est pas réaliste et pas applicable ici. Etre armé, c'est le seul moyen de continuer à faire notre métier. En Irak, il vaut mieux ne pas être armé car c'est la guerre et cela vous met en danger en vous faisant passer pour un combattant. Ici, la chance d'être tué diminue si vous portez une arme.» Pour étayer son argumentation, Jerry Orcullo a raconté qu'à Cebu (centre du pays), trois journalistes n'avaient pas été tués lors d'une attaque en 2004 car ils portaient des armes et qu'ils avaient pu riposter. Le président Richard Vallas a également mis en avant le cas de Juan «Jun» Pala, tué à Davao (Mindanao) le 6 septembre 2003. «Il avait déjà échappé à deux tentatives d'assassinat parce qu'il était armé et qu'il avait riposté. La troisième fois, il n'avait pas son arme avec lui et il a été tué», a-t-il expliqué.



Juan Pala

Le Club de la presse de Cagayan de Oro indique qu'en 2004, aucun des 14 journalistes tués n'était armé. Une affirmation démentie par les organisations de Manille. Selon le Center for Media Freedom and Responsibility (CMFR), au moins sept des journalistes tués au cours des deux dernières années étaient armés et trois bénéficiaient de la protection de gardes du corps.

A l'issue de cette mission, Reporters sans frontières a le sentiment que ce débat a perdu de sa vigueur au sein de la presse philippine. Tous les journalistes rencontrés affirment que la décision de porter ou non une arme doit être individuelle et tenir compte des circonstances particulières propres à chaque situation. Quoi qu'il en soit, aucun des journalistes rencontrés par la délégation n'était armé. Même certains journalistes de Mindanao, dont tout le monde affirmait pourtant, à Manille, qu'ils arboraient des revolvers à leur ceinture.



«La responsabilité est notre meilleure protection»

Le Fonds de la liberté pour les journalistes philippins (FFFJ), un réseau d'organisations nationales dédiées à la protection des journalistes, a édité, fin 2003, un livret intitulé «Rester en vie : Le journalisme est un métier dangereux. La responsabilité peut être notre meilleure protection». Dans ce document, le FFFJ explique que les organisations de défense de la liberté de la presse se retrouvent constamment face à un dilemme : d'un côté, les médias philippins sont parmi les plus libres de la région ; et de l'autre, certains de ces journalistes «abusent de leur droit» en utilisant cette liberté pour «s'enrichir ou dans le cadre de vendettas personnelles». L'organisation reconnaît également que «les médias doivent faire des efforts. Autrement, leurs excès et leurs abus serviront d'excuses aux assassinats de journalistes».

Plusieurs observateurs font le même constat. Le système des «block-timers», par exemple, qui consiste à louer des heures d'antenne à des journalistes, qu'ils remplissent comme bon leur semble, appauvrit la qualité de certaines radios philippines. De nombreux chroniqueurs n'hésitent pas à s'en prendre, sans aucune preuve et avec une certaine violence verbale, à des hommes politiques locaux, des hommes d'affaires ou de simples particuliers.

La communauté journalistique dispose ainsi d'une demi-douzaine d'expressions pour désigner ceux qui pratiquent le chantage ou se laissent acheter : «Journalisme ATM» (en référence au nom des distributeurs automatiques d'argent), «journalisme d'enveloppe» ou «journalisme ACDC» (attaque, cash, défense, cash), etc... Les organisations de médias dénoncent ces pratiques qui placent toute la profession en

« Poursuivez-nous en justice mais ne nous tuez pas »

« Les attaques personnelles et les accusations sans preuve sont quotidiennes sur les ondes du pays. En cela le pouvoir de la presse peut être dévastateur. Par ailleurs, les victimes n'ont aucune confiance dans la justice, donc elles attaquent physiquement », explique Sheila Coronel, directrice du PCIJ. « Il faut faire cesser cette tendance à toujours utiliser des moyens extrajudiciaires pour régler nos conflits. Poursuivez-nous en justice mais ne nous tuez pas », supplie presque la directrice de ce centre qui avait récompensé Marlene Esperat pour la qualité de ses enquêtes sur la corruption.

mauvaise posture. Un nombre non négligeable de journalistes assassinés au cours des vingt dernières années pratiquaient ce type de chantage.

Le FFFJ tempère tout de même ses propos en expliquant que rien ne justifie l'assassinat d'un journaliste et que plusieurs des professionnels des médias tués chaque année faisaient un travail remarquable.

«Connaître l'ennemi» : quand l'armée menace la presse

Début avril 2005, la presse philippine a révélé l'existence d'une présentation audiovisuelle intitulée «Knowing the Enemy, Are we missing the point?» («Connaître l'ennemi. Est-ce que nous comprenons bien ?») réalisée par les services de renseignements de l'armée (ISAFP) et destinée à être projetée à certains officiers. L'objectif est de mieux connaître les activités du Parti communiste des Philippines (CPP) et du Front national démocratique (NDF) - en lutte armée avec le gouvernement - et de présenter les nouvelles initiatives de l'armée pour contrer les actions de ces deux mouvements ainsi que celles de leur bras militaire, la Nouvelle armée du peuple (NPA). Dans cette présentation, l'armée affirme que l'Union nationale des journalistes des Philippines (NUJP) est directement contrôlée par le mouvement Artista at Manunulat Ng Sambayanan, une officine du NDF qui œuvre dans le domaine des arts et de la culture. Une page tirée du site Internet de la NUJP présentant l'organigramme complet de l'organisation est également intégrée au document. Le Centre philippin pour le journalisme d'investigation (PCIJ) ainsi qu'une trentaine d'autres associations religieuses, culturelles, sociales ou politiques sont également accusés d'avoir des liens avec ces mouvements armés.

Quelques jours plus tard, l'armée a organisé une conférence de presse et présenté une version expurgée de cette présentation. Dans le nouveau document, le PCIJ n'était plus mentionné. Le lieutenant-commandant Teddy Quinson a expliqué aux journalistes que «les responsables des organisations mentionnées ignoraient qu'il y avait un membre du CPP en leur sein». «Le travail de l'armée est de nettoyer ces organisations», a-t-il ajouté.

Inday Espina-Varona, présidente de la NUJP est inquiète. Elle craint que les militaires considèrent désormais les membres de son organisation comme des ennemis et que cela les expose à certains dangers. Reporters sans frontières partage cette inquiétude et condamne



ne l'attitude de l'armée. Dans certaines régions très militarisées et sous tension (ouest de Mindanao, extrême-nord de Luzon) il est à craindre que des soldats prennent ces informations à la lettre et considèrent les membres de la NUJP, du PCIJ ou même d'autres journalistes, comme des ennemis. Lors de la conférence de presse des responsables de l'armée, un journaliste du Philippine Daily Inquirer a bien résumé les appréhensions des professionnels des médias : «Qu'est-ce que vous espérez en disant aux militaires que ces organisations sont infiltrées par la NPA ou les communistes ? Les médias deviendront des cibles simplement parce qu'ils sont supposés avoir été infiltrés». Le porte-parole de l'armée, le brigadier-général Jose Honrado, a simplement répondu : «C'est votre interprétation et nous la respectons.» Sheila Coronel, directrice du PCIJ, relativise et estime qu'il s'agit d'une pratique habituelle, sans trop de conséquences. Selon elle, les militaires suspectent très souvent les journalistes de soutenir la guérilla.

Les autres dérives de la lutte anti-terroriste

Poussées par le gouvernement américain dont l'un des représentants à Manille a qualifié récemment Mindanao de « futur Afghanistan », les autorités philippines ont accentué leur guerre contre le terrorisme. Les opérations militaires contre les groupes terroristes ont augmenté après les attentats aveugles qui ont coûté la vie à plus de 350 personnes depuis février 2004, revendiqués ou non par le groupe terroriste Abu Sayyaf.

Dans ce contexte, le gouvernement, et notamment l'armée, tente de contrôler la couverture médiatique des opérations. «En moins d'un an, nous avons dû mener campagne contre le projet d'incorporation des journalistes aux unités militaires, l'interdiction d'interviewer les terroristes et maintenant une loi antiterroriste très répressive», indique Inday Espina-Varona de la NUJP. «La présidente Arroyo s'en prend aux bases de la démocratie en tentant de faire passer en urgence cette version philippine du Patriot Act», ajoute Carlos Conde, également membre de la NUJP.

Le 5 mars 2005, la présidente Gloria Arroyo a personnellement mis en garde les médias qui diffusent des interviews de «groupes terroristes». Quelques jours auparavant, l'armée philippine avait réclamé une loi punissant les organes de presse coupables de rapporter les déclarations de membres de groupes rebelles. Une disposition similaire est également prévue

dans un projet de loi antiterroriste actuellement en discussion au Congrès. Même si un porte-parole de la présidence, Ignacio Bunye a par la suite expliqué que cette disposition serait appliquée «au cas par cas, en fonction du contenu de l'interview», les sanctions encourues ne sont pas connues et la notion de «groupe terroriste» demeure très floue.

Ce projet remet dangereusement en cause le caractère privé des communications des journalistes, la protection des sources et la couverture des opérations antiterroristes menées par les forces de sécurité.

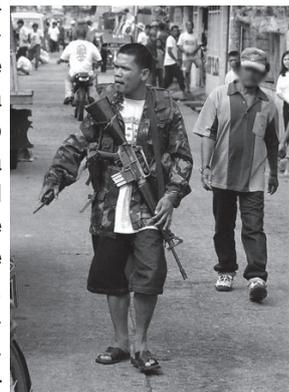
«Depuis des années, la priorité numéro 1 du gouvernement est la lutte contre les groupes armés, maintenant qualifiés de terroristes, mais une politique globale contre la criminalisation de la vie politique locale n'a jamais été à l'ordre du jour. Pourquoi ?», s'interroge une autre responsable de la NUJP.



Des provinces entières difficiles à couvrir

Les îles Sulu, la province la plus militarisée du pays, sont devenues un cauchemar pour la presse indépendante. Les principaux médias s'en sont progressivement retirés et la majorité des informations diffusées dans la presse nationale proviennent de sources militaires, difficiles à vérifier. De même, des régions entières de l'île de Luzon ou du centre des Philippines, touchées par la guérilla communiste, sont très difficiles d'accès pour les journalistes.

Cet état de guerre, malgré les pourparlers actuels entre le gouvernement et le Front moro islamiste de libération (MILF), empêche une couverture complète et indépendante. « Les journaux locaux sont sous la pression des autorités locales et des militaires », regrette un reporter de Mindanews basé à Zamboanga. « A Jolo et à Basilan, il n'y a plus aucun journal local. Le point de vue des populations ne peut pas s'exprimer. A Basilan, la radio locale DXOS est étroitement contrôlée par



l'armée », affirme une journaliste de Basilan qui a travaillé cinq ans pour cette station.

Quand un journaliste tente une couverture indépendante, il devient la cible de tueurs. Ainsi, **Candelario Jhun Cayona**, présentateur de la radio locale *DXLL* à Zamboanga (ouest de Mindanao), a été tué le 30 mai 2001 alors qu'il enquêtait sur le trafic de drogue dans la région. Le jeune photographe **Gene Boyd Lumawag** a, quant à lui, été abattu d'une balle dans le dos le 12 novembre 2004 à Jolo. Arrivé sur l'île avec la rédactrice en chef de l'agence d'informations *Mindanews*, il aurait été victime, selon la police, de deux membres d'Abu Sayyaf, Itting Sailani et Omar Sailani. Une plainte pour meurtre a été déposée cinq jours plus tard. Les suspects seraient recherchés. Des collègues de Gene Boyd Lumawag ont expliqué à Reporters sans frontières que les accusations des forces de sécurité à l'encontre d'Abu Sayyaf étaient très difficiles à vérifier.

Sur le terrain, les correspondants des médias nationaux sont pris dans un feu croisé. « Notre correspondante à Jolo a été successivement convoquée par un commandant de l'armée qui n'avait pas aimé l'un de ses articles, puis menacée de mort par SMS signé Abu Sayyaf. Ils lui reprochaient de ne pas verser une partie de son salaire au groupe », explique Leti Boniol du *Philippine Daily Inquirer*. « Quand votre journal vous paye cent dollars et ne vous fournit aucune assurance et aucune protection, comment voulez-vous avoir envie d'aller couvrir des zones de conflit ? », s'indigne Froilan Gallardo, reporter basé à Mindanao.

Des jeunes journalistes originaires de Zamboanga et de l'île de Basilan reprochent aux médias philippins et internationaux le fait de ne « s'intéresser qu'à la guerre ». « Ils ne viennent que lorsque le canon tonne », affirme Linda Bansil de Zamboanga. « Le gouvernement ne laisse pas s'exprimer le point de vue de la majorité des musulmans qui ne sont ni pour ni contre les groupes armés. Et cette idée d'interdire aux journalistes d'interviewer les rebelles est stupide et contre-productive. Ce sera le règne de la rumeur », dénonce une jeune responsable d'ONG de Zamboanga.

Recommandations

Seule la mobilisation des journalistes philippins permettra de rompre le cercle vicieux de l'impunité. Pendant près de vingt ans, l'indifférence, voire la complicité, de la police et de la justice ont incité les tueurs à gages et leurs commanditaires à continuer d'éliminer physiquement

les journalistes. Ils n'avaient rien à craindre.

Les assassinats, les enlèvements ou le harcèlement de journalistes par les groupes armés et terroristes représentent un danger permanent pour la liberté de la presse. Les reporters basés dans les régions en proie aux affrontements armés en sont les premières victimes.

Reporters sans frontières exprime sa solidarité avec les journalistes et leurs familles victimes de cette violence. L'organisation demande aux plus hautes autorités de l'Etat philippin de renforcer la lutte contre l'impunité. La police et la justice doivent tout mettre en œuvre, dans une politique coordonnée, afin d'identifier, arrêter et condamner les tueurs et les commanditaires dans les 52 affaires de journalistes tués pour leurs activités depuis 1986.

Les Philippines ne doivent plus être une exception dans le paysage international de la liberté de la presse et des droits de l'homme. La violence contre la presse n'est pas une fatalité.

Reporters sans frontières recommande donc :

Aux autorités :

- De prendre très au sérieux les menaces contre les journalistes. De nombreux professionnels des médias tués dans l'exercice de leur profession avaient reçu des menaces auparavant. L'Etat et la police doivent renforcer leurs mesures de protection chaque fois qu'un journaliste fait part de menaces sérieuses à son intégrité physique.
- D'accélérer les procédures concernant les meurtriers et les commanditaires de journalistes.
- De mettre en place, avant même la fin des enquêtes préliminaires de la police, un programme de protection particulier des témoins d'assassinats de journalistes.
- De renforcer les moyens matériels et humains du Programme de protection des témoins. A l'heure actuelle, le département de la Justice offre aux témoins, et à certains plaignants, une protection de 6 mois dans une maison sûre, une allocation mensuelle de huit mille pesos et une aide médicale.
- De sensibiliser les officiers et les sous-officiers de l'armée et de la police à l'importance de la liberté de la presse et à la nécessaire protection des journalistes.
- De supprimer dans le projet de Loi antiterroriste tout article contraire à la liberté de la presse, notamment sur la protection des sources et sur la confidentialité des communications.

Au département de la Justice et à la PNP :

- De mener à terme l'enquête concernant l'assassinat de Marlene Esperat. Les commanditaires doivent absolument être identifiés et être jugés.
- De veiller au bon déroulement du procès de l'assassin présumé d'Edgar Damalerio et de poursuivre l'enquête afin d'identifier les commanditaires.
- D'envoyer une équipe spéciale d'enquêteurs et de policiers à Pagadian pour poursuivre les investigations dans les affaires William Yu, Olimpio Palapi, Muhammad Yusop, Edgar Damalerio et Edgar Amoro.
- D'émettre des mandats d'arrêt contre les deux suspects du meurtre d'Edgar Amoro, Madix Maulana et Norhan Ambol, et contre le complice présumé du meurtre d'Edgar Damalerio, Asuri Hawani.

Aux Nations unies :

- De convoquer l'ambassadeur des Philippines auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations unies pour lui rappeler les engagements de son pays en matière de protection des droits de l'homme.
- D'organiser une mission d'enquête aux Philippines menée conjointement par les rapporteurs spéciaux sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, sur les défenseurs des droits de l'homme, et sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

A la Banque mondiale et à la communauté internationale :

- De conditionner l'octroi de nouvelles aides financières à la résolution des affaires d'assassinats de journalistes ayant dénoncé la corruption, notamment le cas de Marlene Esperat.

Aux médias et aux organisations de défense de la liberté de la presse :

- Reporters sans frontières attire l'attention des directeurs de médias afin qu'ils garantissent un salaire minimum indispensable aux journalistes et aux correspondants en province.
- D'évaluer constamment les risques auxquels s'exposent les correspondants en province. Dans certains cas, il peut être préférable d'envoyer un journaliste de Manille pour réaliser un reportage plutôt que de faire appel au correspondant local.
- De continuer à placer la liberté de la presse en Une. Il est indispensable que les médias philippins et internationaux couvrent les enquêtes

et les procédures en cours concernant les assassinats de journalistes. Il est également essentiel de rendre publics les cas de menaces contre des journalistes.

- De faire une distinction très nette entre les affaires de journalistes tués pour des motifs professionnels et celles liées à des motifs personnels, afin d'assurer la crédibilité et la pérennité de la mobilisation contre l'impunité des crimes contre la presse.